

Questions orales

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, nous partageons une partie très importante de l'impôt sur le revenu avec les provinces qui sont libres, aux termes de la constitution, de faire des arrangements avec leurs municipalités. Par exemple, l'Ontario qui prélève le plus faible pourcentage d'impôt sur le revenu de toutes les provinces canadiennes, pourrait, en portant ce pourcentage à la moyenne nationale des autres provinces, percevoir par ce seul moyen 300 millions de dollars pour ses municipalités.

* * *

● (1520)

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES**L'ÉTABLISSEMENT DE SECRÉTARIATS À L'USAGE DES DÉPUTÉS DANS CHAQUE CIRCONSCRIPTION**

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Le printemps dernier, des négociations avaient eu lieu entre les partis en vue d'accorder un crédit supplémentaire afin de créer un secrétariat à l'usage des députés dans chaque circonscription. Le premier ministre peut-il dire si le gouvernement est toujours en faveur d'une telle mesure et où en sont rendues les négociations avec les partis politiques?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur le président, le gouvernement a donné suite à cet engagement, et le député en verra la preuve et le résultat dans les prévisions budgétaires supplémentaires qui seront présentées incessamment.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES**L'INTÉRÊT BANCAIRE EXCESSIF SUR LES PRÊTS AIDANT AUX OPÉRATIONS DE PÊCHE—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT**

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné qu'il y a à peu près un mois, j'ai signalé au ministre que les banques exigeaient des pêcheurs des intérêts trop élevés sur les prêts aidant aux opérations de pêche et comme la réponse de son propre ministère peut indiquer ou confirmer que les banques exploitent les pêcheurs auxquels elles consentent ces prêts, le ministre peut-il nous dire quelle mesure il entend prendre pour empêcher les banques de duper les pêcheurs qui essaient de mieux s'organiser pour la pêche?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir d'examiner de nouveau cette affirmation et je communiquerai directement avec le député.

M. Marshall: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de la Consommation et des Corporations. Le ministre voudrait-il examiner les données qui montrent que les banques exigent des pêcheurs un taux d'intérêt plus élevé que celui que garantit le gouvernement à cette fin et dupent ainsi les pêcheurs qui essaient d'aller de l'avant?

[M. Broadbent.]

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je serai heureux d'examiner la question dans la mesure où elle relève de la compétence de mon ministère.

* * *

LA CAPITALE NATIONALE**DEMANDE D'ASSISTANCE FÉDÉRALE POUR LA PLANIFICATION DE LA VILLE**

M. Hugh Poulin (Ottawa-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. En raison des restrictions immobilières imposées ou votées pour un certain quartier par la ville d'Ottawa aux premières heures hier, comme celui-ci se trouve au cœur même de la capitale nationale et que ces restrictions seront en vigueur pendant 12 mois, pourrait-il, dans l'intérêt de la région de la capitale nationale, de tous ceux qui tiennent à moderniser le secteur où ils habitent et de l'aménagement ordonné de la collectivité, songer à fournir directement un appui financier à la ville d'Ottawa pour que celle-ci puisse retenir les services d'autres urbanistes compétents...

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, il y a assez longtemps des négociations de ce genre avaient eu lieu entre la Commission de la capitale nationale et la ville d'Ottawa, mais elles n'avaient abouti à rien. A mon avis, cette proposition est excellente. J'ai demandé au président de la Commission de la capitale nationale de rencontrer le maire d'Ottawa afin d'établir s'il y a une possibilité de faire une planification conjointe.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LA POLITIQUE DES ÉTATS ARABES PRODUCTEURS DE PÉTROLE À L'ÉGARD DU CANADA**

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures découle des renseignements qu'a donnés le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources sur notre position actuelle en ce qui concerne les expéditions de pétrole du Moyen-Orient. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dirait-il quel pays a détourné son navire à destination du Canada et ce qu'il fait, par les voies diplomatiques, comme l'a dit le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, pour découvrir quelle est la politique des pays arabes producteurs de pétrole vis-à-vis du Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources m'a donné ces renseignements peu de temps avant que la Chambre ne commence de siéger à 2 heures. Il m'a dit qu'il s'agissait d'une expédition que l'Arabie Saoudite avait retenue. Nous ne connaissons pas encore la portée de cette mesure. J'ai demandé au ministre de convoquer les ambassadeurs de tous les États arabes qui sont accrédités et qui résident ici, à Ottawa. Ils doivent me rendre visite. J'ai également donné des instructions pour que les mêmes questions soient posées dans les capitales des pays où nous sommes représentés.